

# DEVALUATION

## 1 PRÉSENTATION

***Dévaluation, en économie, acte officiel de réduction du taux de change qui permet la conversion d'une devise sur les marchés monétaires internationaux.***

Un gouvernement peut choisir la dévaluation monétaire lorsqu'un déséquilibre chronique de sa balance commerciale ou de sa balance des paiements existe, compromettant l'acceptation internationale de la monnaie ayant cours légal. La diminution de la valeur d'une monnaie par dévaluation peut se produire lorsqu'un pays a maintenu un taux de change fixe par rapport aux principales devises étrangères. En revanche, quand un taux de change flexible est maintenu, c'est-à-dire, lorsque la valeur de la devise n'est pas prédéterminée, mais fluctue sous les effets des forces du marché, la diminution de la valeur d'une monnaie est appelée dépréciation.

## 2 CAUSES

Dans un marché libre, la valeur d'une devise nationale est déterminée par l'interaction des deux facteurs suivants : l'offre et la demande. Si la demande de devises est supérieure à l'offre, le pays bénéficie d'une balance des paiements excédentaire. Si la demande de devises est inférieure à l'offre, la balance des paiements est déficitaire. La demande qui s'exprime pour la monnaie d'un pays dépend du volume de ses exportations, de ses investissements intérieurs et de ses avoirs (ou réserves) détenus en devise locale. L'offre ou la circulation de monnaie nationale sur les marchés dépend en partie du volume des importations du pays considéré, de ses investissements à l'étranger et de ses avoirs détenus en monnaie étrangère. Enfin, l'offre dépend de la politique monétaire nationale ; si un pays émet trop de monnaie, provoquant une inflation intérieure, la balance des paiements enregistre un déficit.

Dans un système de taux de change fixe, un pays peut ajuster sa balance des paiements en échangeant sa devise nationale contre des devises étrangères ou contre de l'or. Si la balance des paiements demeure excédentaire, le gouvernement peut décider d'acquérir davantage de devises étrangères ou d'or pour revenir à l'équilibre. Inversement, en cas de déficit, le gouvernement peut vendre une partie de ses réserves en monnaie étrangère ou en or, de façon à faire remonter la valeur de la devise nationale. Les réserves nationales en or ou en autres devises étant limitées, le gouvernement peut choisir de remédier à un déséquilibre en modifiant le cours officiel de sa monnaie. Une telle

dévaluation est habituellement réalisée par loi ou par décret. Dans un système de taux de change flexible, les modifications du taux de change peuvent aider une nation à atteindre l'équilibre de sa balance des paiements.

### **3 EFFETS**

La dévaluation monétaire affecte principalement la balance commerciale d'un pays, qui représente la différence entre la valeur de ses exportations et celle de ses importations. Une dévaluation diminue la valeur de la devise nationale par rapport aux autres devises ; par conséquent, à la suite d'une dévaluation, un pays devra changer une quantité plus importante de sa propre devise pour obtenir la même quantité de devises étrangères. Ce phénomène entraîne une hausse du prix des importations et rend les produits nationaux plus attractifs sur le marché intérieur. Dans la mesure où il faut moins de devises étrangères pour obtenir un montant identique exprimé en devise dévaluée, le coût des exportations nationales baisse, ce qui rend celles-ci plus attractives pour les consommateurs étrangers.

Une dévaluation doit diminuer le volume d'importations arrivant dans le pays, et augmenter la demande extérieure pour les exportations partant du pays : son efficacité dépend de l'influence d'un changement de prix sur le consommateur et le producteur (élasticités de l'offre et de la demande). L'amélioration de la balance commerciale nationale devrait entraîner un nouveau flux de monnaie étrangère dans le pays, et finalement une amélioration de la balance globale des paiements du pays considéré.

L'effet global d'une dévaluation monétaire dépend des élasticités réelles de l'offre et de la demande de produits de consommation. Plus la demande d'importations et d'exportations de biens commerciaux est élastique, plus grand est l'effet de la dévaluation sur le déficit commercial du pays et, par conséquent, sur sa balance des paiements ; moins la demande est élastique, plus l'amplitude de la dévaluation visant à corriger le déséquilibre constaté est importante.

La dévaluation est souvent dénoncée comme étant une pratique monétaire inflationniste, car elle augmente la valeur, exprimée en monnaie locale, des importations et des exportations. La dévaluation est une politique impopulaire, surtout dans les petits pays très dépendants de leurs importations pour la satisfaction de besoins alimentaires ou structurels.

### **4 HISTOIRE**

En 1944, les plus grandes puissances économiques participèrent à la conférence de Bretton Woods, afin de définir un ordre monétaire international qui apporterait des solutions à la plupart des problèmes de change issus de la Seconde Guerre mondiale. La création du Fonds monétaire international (FMI), fut décidée à cette occasion, dans le dessein de promouvoir la stabilité monétaire, de nature à favoriser l'expansion du commerce mondial. Les pays participants acceptèrent de lier au dollar américain les valeurs des autres principales devises, le dollar lui-même étant défini par rapport à l'or. L'accord prévoyait également la fixation de plafonds, limites inférieure et supérieure devant encadrer la variation des taux de change sous l'effet des forces du marché. Initialement, le FMI fixa cette limite à 1 p. 100, en plus ou en moins. Lorsqu'un pays décidait un ajustement de sa monnaie dépassant 1 p. 100, il se devait de modifier la valeur officielle de sa devise exprimée en dollars. Initialement, les accords de Bretton Woods déterminèrent des réévaluations monétaires ; par la suite, les changements constatés consistèrent principalement en dévaluations. Ce fut le cas pour la livre sterling, monnaie britannique, dévaluée en 1949 et en 1967, ainsi que pour le franc, dévalué à de nombreuses reprises jusqu'au milieu des années 1980.

Dans les années qui suivirent les accords de Bretton Woods, le dollar acquit le statut de devise mondiale dominante. Il était utilisé, en remplacement de l'or, pour régulariser les déséquilibres des balances des paiements internationales. Le dollar américain devint en quelque sorte une devise mondiale, jouant le rôle d'unité de mesure, d'instrument d'échange et de référence monétaire. Dans les autres nations, les réserves monétaires en devises internationales étaient constituées d'une large proportion de dollars.

## **5 DÉVALUATION DU DOLLAR**

Ce système fonctionna de façon satisfaisante jusqu'au milieu des années 1960, lorsque les États-Unis commencèrent à enregistrer un déficit important de leur balance des paiements. L'offre de dollars dépassait la demande, et certains pays réclamaient une dévaluation du dollar. Les États-Unis et certaines nations la refusèrent, en invoquant le statut privilégié du dollar, au centre du système monétaire international.

La permanence des déficits de la balance des paiements américaine entraîna une baisse de la confiance dans le dollar, se traduisant par la suspension de la convertibilité du dollar en or, décidée par le président Richard Nixon le 15 août 1971. En décembre 1971, les dix plus grandes puissances économiques se réunirent à Washington, pour corriger le système mis au point à la conférence

de Bretton Woods. L'accord final, appelé Smithsonian Agreement (1971), élargit l'intervalle autorisé pour la fluctuation d'une monnaie, à 2,25 p. 100 au-dessus ou en dessous de son cours légal. À la suite de cette réunion, les États-Unis appliquèrent une dévaluation de 8 p. 100 à leur monnaie, et la valeur de la livre sterling fut également revue à la baisse.

La dévaluation du dollar intervenue en 1971 n'eut aucun effet positif immédiat sur la balance commerciale des États-Unis, en raison de la faible élasticité du prix des importations et des exportations américaines. Les chiffres témoignent même d'une aggravation, le déficit commercial passant de 2,3 milliards de dollars en 1971 à 6,4 milliards en 1972. Simultanément, le gouvernement menait une politique monétaire excessivement expansionniste, l'abondance de l'offre en dollars atteignant des niveaux historiques. Les forces du marché poussant donc le dollar à la baisse, celui-ci subit une nouvelle dévaluation de 10 p. 100 en février 1973. Les États-Unis enregistrèrent un excédent commercial en 1973, mais leur balance commerciale fut très affectée, jusqu'à la fin de la décennie, par la forte hausse des cours du pétrole décidée la même année. Les États-Unis commencèrent en 1973 à promouvoir la doctrine des taux de change flexibles, selon laquelle le cours d'une devise est seulement fonction du rapport entre l'offre et la demande. Dans les faits, ce choix signifiait la fin du système de Bretton Woods.

Selon les principes de ce système de taux de change flexible, le dollar s'est apprécié d'environ 100 p. 100 vis-à-vis des devises des dix pays les plus industrialisés, entre juin 1980 et mars 1985. L'appréciation du dollar a finalement conduit à la constitution d'un très important déficit commercial américain. En septembre 1985, les représentants du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, de la France, du Japon et des États-Unis décidèrent d'unir leurs efforts pour faire baisser la valeur du dollar ; une année suffit pour atteindre une baisse de 40 p. 100 face au mark allemand, et de 50 p. 100 face au yen japonais.

Le Système monétaire européen, rassemblant les membres de la Communauté économique européenne (aujourd'hui Union européenne), autour du principe des taux de change fixes, cessa de fonctionner sous l'effet d'attaques spéculatives en septembre 1992. En quittant le système, l'Italie et le Royaume-Uni acceptèrent la dévaluation de leurs devises, que les spéculateurs considéraient

comme surévaluées ; l'intervention concertée des banques centrales, au niveau mondial, ne permit pas d'obtenir une appréciation de ces monnaies. Depuis,

aucune tentative d'établissement d'un système strictement fondé sur un taux de change fixe ne s'est produite.